SÉCURITÉ & POLICE · FICHE MESURE

Pacte d'autorité républicaine

Pacte d'autorité républicaine : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
21 Md€	**17 Md€**	**−3,4 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −17 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Vecteur juridique : Loi cadre + révision Code pénal, procédure pénale, CESEDA + LF + décrets + coopération internationale

Résumé

Mesure de synthèse philosophique et opérationnelle du programme. Neuf axes interconnectés pour remettre le respect, l'autorité et la civilité au cœur de la République : (1) Plan Sécurité : +20 000 policiers et gendarmes supplémentaires, équipement modernisé, reconquête des zones de non-droit ; (2) Justice : +5 000 magistrats, 15 000 places de prison, exécution effective des peines à 95 %, peines plancher pour récidive uniquement ; (3) Immigration maîtrisée : quotas annuels alignés sur besoins économiques (modèle canadien), asile en 6 mois maximum, OQTF systématiquement exécutées, intégration obligatoire renforcée ; (4) Civilité dans l'espace public : Code des incivilités, amendes immédiates, dépôt de plainte simplifié ; (5) Dignité du service public : protection juridique automatique des soignants, profs, policiers, agents publics ; (6) Lutte ferme contre tous les radicalismes (islamisme politique, extrêmes violentes) ; (7) Symboles républicains : drapeau, hymne, devoir de mémoire, cérémonie de naturalisation ; (8) Cohésion sociale et respect mutuel : plan national de médiation, lutte contre la cyberhaine, justice restaurative ; (9) Application effective des lois existantes : audit annuel par la Cour des comptes, abrogation des lois inappliquées. Cette mesure boucle le programme : sans autorité républicaine, sans application effective et juste des lois, sans respect mutuel restauré, aucune des autres mesures ne peut prendre sens dans la vie quotidienne des Français.

Financement

Coût brut sur 5 ans : ~21 Md€

- Recrutement +20 000 policiers/gendarmes : ~6 Md€ cumulés (salaires + formation + équipement)
- Recrutement +5 000 magistrats + 10 000 greffiers : ~3 Md€ cumulés
- 15 000 places de prison nouvelles : ~5 Md€ cumulés
- Équipement modernisé police + justice (numérique, IA, drones, caméras) : ~3 Md€ cumulés
- Application OQTF (CRA, vols, coopération internationale) : ~1 Md€ cumulés
- Plan intégration migrants (400h français + 150h citoyenneté) : ~1 Md€ cumulés
- Plan cohésion sociale, médiation, associations : ~500 M€ cumulés
- Plan respect / civilité (campagnes nationales) : ~500 M€ cumulés
- Application effective des lois (audit, sanctions, simplification) : ~200 M€ cumulés
- Symboles républicains et devoir civique : ~200 M€ cumulés
- Lutte radicalismes (renforcement DGSI, PNAT, OFAST) : ~600 M€ cumulés

Recettes nouvelles et économies : ~4 Md€

- AME recentrée sur l'urgence vitale : ~2,5 Md€ cumulés d'économies sur 5 ans
- Récupération avoirs criminels (gels et saisies) : ~3-4 Md€ cumulés en moyenne
- Amendes incivilités effectivement recouvrées : ~500 M€ cumulés
- Réduction du coût des dommages causés par incivilités/délinquance : ~500 M€ cumulés

Coût net sur 5 ans : ~17 Md€ soit ~3,5 Md€/an. **Investissement régalien majeur** mais nécessaire pour la cohérence du programme.

Effets indirects à long terme :

- Baisse documentée de la délinquance (modèles UK, Pays-Bas, États-Unis "Broken Windows" raisonné) : -10 à -20 % en 5 ans si bien appliqué
- Restauration de la confiance citoyenne dans les institutions (mesurable Cevipof)
- Effet économique : un pays sûr et stable attire les investissements
- Effet social : moindre tension communautaire, intégration améliorée des nouveaux arrivants
- Effet de cohésion nationale : symboles républicains restaurés, sentiment d'appartenance renforcé

Calendrier

- **An 1.** Adoption parlementaire des lois cadres. Lancement du recrutement massif police/gendarmerie et magistrats. Mise en chantier des prisons. Application immédiate des peines plancher pour récidive. Lancement du Code des incivilités. Renforcement OFAST et OFPRA. Premières opérations XXL de reconquête républicaine.
- **An 2.** +8 000 policiers/gendarmes et +2 000 magistrats opérationnels. 6 000 places de prison ouvertes. Application complète OQTF avec coopération internationale renforcée. Démarrage cérémonies de naturalisation solennelles. Démarrage de l'audit application des lois.

- **An 3.** +15 000 policiers/gendarmes cumulés. Réforme asile à 6 mois opérationnelle. 10 000 places de prison disponibles. Réduction délais justice civile à <14 mois. Évaluation à mi-parcours.
- **An 4.** Cibles à 80 % atteintes. Évaluation indépendante par Cour des comptes et France Stratégie. Premier bilan de la baisse de délinquance et des incivilités.
- **An 5.** Bilan public complet : +20 000 policiers/gendarmes cumulés, +5 000 magistrats, 15 000 places de prison, taux d'exécution des peines à 95 %, OQTF exécutées à 60 000/an, taux d'application des lois > 80 %. Évolution de la confiance citoyenne (Cevipof).

Indicateurs de succès

- Sentiment d'insécurité (Cevipof annuel, objectif : baisse de 10 points en 5 ans).
- Nombre d'agressions de soignants, profs, policiers, agents publics (objectif : -30 % en 5 ans).
- Taux d'exécution effective des peines (objectif : 95 %).
- Nombre d'OQTF exécutées par an (objectif : 60 000 vs 10 000).
- Taux d'application effective des lois adoptées (objectif : > 80 % à 5 ans).
- Nombre de policiers/gendarmes en service (objectif : +28 000 cumulés avec mesure A).
- Confiance institutionnelle (Cevipof, objectif : remontée significative).
- Délais de justice (civile < 12 mois, pénale à proportion).
- Indicateur de civilité dans l'espace public (enquête annuelle).

Public cible

Bénéficiaires directs :

- 67 millions de Français à travers une République effective et juste
- Soignants, professeurs, policiers, gendarmes, agents publics : protection juridique et reconnaissance
- Victimes de délinquance : accompagnement, justice rendue
- Habitants des quartiers de reconquête républicaine : retour de la présence publique
- Citoyens engagés : symboles républicains restaurés

Concernés par la transformation :

- Délinquants en récidive : peines plancher possibles
- Migrants en situation irrégulière : OQTF effectivement exécutées
- Auteurs d'incivilités graves : amendes immédiates et TIG
- Organisations radicales violant les principes républicains : dissolution
- Élus et administrations : audit d'application des lois, sanctions en cas de non-application

Sources

- Ministère de l'Intérieur — Bilan annuel sur la sécurité — https://www.interieur.gouv.fr
- Ministère de la Justice — Statistiques pénales et carcérales — https://www.justice.gouv.fr
- Cour des comptes — Rapports sur la sécurité, la justice, l'immigration — https://www.ccomptes.fr
- Cevipof — Baromètre de la confiance politique et du sentiment d'insécurité — https://www.sciencespo.fr/cevipof
- OFAST — Observatoire français des drogues et des tendances addictives — https://www.ofdt.fr
- OFPRA / CNDA — Statistiques sur le droit d'asile — https://www.ofpra.gouv.fr
- Loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République — https://www.legifrance.gouv.fr
- Constitution + jurisprudence Conseil constitutionnel sur les peines plancher (décision 2007-554 DC) — https://www.conseil-constitutionnel.fr
- Canada — Politique d'immigration par points (modèle de référence) — https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete.html
- Pays-Bas — Intégration et naturalisation, Inburgeringswet — https://www.government.nl/topics/new-in-the-netherlands
- Norvège — Justice restaurative et modèle pénitentiaire — https://www.kriminalomsorgen.no
- OCDE — Recommandations sur l'intégrité publique et la sécurité — https://www.oecd.org

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/pacte-autorite-republicaine/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.